

coûte des millions de dollars en devise étrangère et qui aggraverait encore davantage nos problèmes critiques de balance des paiements. Et nous pensons à cela et nous nous disons qu'aussitôt que les compagnies exploitant les sables bitumineux font trop d'argent, il est bien facile d'en récupérer par le truchement du régime fiscal.

Mais si cette décision concernant les sables bitumineux n'est qu'une démarche, simplement un argument de négociation dont le gouvernement fédéral entend se servir au cours de ses négociations avec le gouvernement de l'Alberta, si ce n'est qu'un moyen de négociation par lequel il pense pouvoir mettre l'Alberta à sa place, je me demande si le gouvernement fédéral pense pouvoir mener l'industrie du pétrole comme il mène le ministère des Postes, c'est-à-dire en ayant toujours recours à la confrontation. Eh bien, oublions tout cela, mettons les exploitants des sables bitumineux à leur place. Cela peut vous donner un sentiment de satisfaction, mais cela ne vous donnera pas plus de pétrole. En fait, cela ralentira presque sûrement l'exploitation future des sables bitumineux.

Le gouvernement est-il vraiment prêt à continuer à dépendre tellement du pétrole étranger quand il y a la possibilité de puiser à une source canadienne? La source de l'approvisionnement dans la situation tendue actuelle du monde est-elle si secondaire que nous puissions réduire cette source tout en payant le plein prix élevé pour le pétrole étranger importé au Canada? Le gouvernement veut-il continuer à surcharger la balance des paiements du coût du pétrole étranger quand nous avons la possibilité de la réduire en produisant nous-mêmes notre pétrole? Et, dans ce cas, comprend-il—et je sais qu'il comprend—que les frais d'emprunt à l'étranger augmenteront probablement, au point que nous continuerons encore à financer les coûts de fonctionnement du pays à l'aide de fonds empruntés de pays étrangers?

Comment concilier cette situation avec «le contrôle de l'économie canadienne» qui est un des grands objectifs du discours du trône qu'on nous a lu avant-hier? Comment faire entrer tout cela dans une seule politique?

Puisque nous parlons justement de pétrole, jetons un coup d'œil sur une autre mesure proposée dans le discours du trône, ou plutôt l'objectif d'une participation canadienne de 50 p. 100 d'ici 1990. Je trouve la chose séduisante, car au fond je suis nationaliste et l'idée de posséder notre propre pétrole me sourit. Mais je dois dire que le simple fait de prendre en main les gisements de pétrole déjà découverts au Canada ne nous permettra pas d'accroître les réserves canadiennes. Puisqu'une telle mesure va accaparer du capital canadien, et cela est inévitable, nous aurons simplement moins d'argent à consacrer à la recherche de nouvelles sources de pétrole au Canada.

Ainsi, le discours du trône renferme donc un certain nombre de politiques contradictoires. Si nous voulons vraiment des prix «faits au Canada», que ce soit de type conservateur ou de type libéral, si nous voulons vraiment nous libérer de l'emprise de l'OPEP et de tout le système de fixation des prix internationaux, il n'y a qu'une façon de le faire, c'est d'adopter une politique d'autosuffisance. Ainsi, la moindre politique de prix qui serait contraire aux principes de l'autosuffisance annule les bonnes intentions—et je pense que nous en avons amplement la preuve dans ce brillant discours.

[Le sénateur Roblin.]

Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est la perception que se font les provinces de la portée de toute politique pétrolière que le gouvernement fédéral pourra adopter, principalement quand elles se rappellent le passé du gouvernement à cet égard, de l'époque du fiasco que furent les politiques pétrolières de John Turner jusqu'à la situation présente que je viens de décrire. Il est certain que le discours du trône sera considéré dans certaines régions du Canada comme une attaque de front contre les droits des provinces en matière de richesses naturelles, droits garantis par la constitution—et ce n'est pas seulement le cas pour l'Alberta. J'insiste là-dessus. Aujourd'hui, le pétrole; mais, honorables sénateurs, demain, l'hydro-électricité. La rumeur est déjà parvenue dans ma province: le gouvernement fédéral se dispose à contrôler les prix et à intervenir dans l'industrie. Et après l'hydro-électricité, qu'arrivera-t-il ensuite?

Honorables sénateurs, le problème du pétrole touche l'ensemble du pays. C'est un problème capital qui touche tous les Canadiens. Puisque le pétrole, en tant que richesse naturelle, appartient aux provinces, et si ces richesses provinciales ont une portée nationale, il faut que la province ou les provinces concernées abordent la question d'un point de vue national. Mais je sais qu'en y mettant le temps nécessaire et qu'en songeant bien à l'intérêt de tous les Canadiens, je sais qu'il est possible de s'entendre. Le gouvernement actuel devrait chercher à créer un climat de négociations, un climat de compromis qui permettrait à des hommes raisonnables de prendre des décisions rationnelles. Il faudra sûrement partager le gâteau, et on pourra finir par s'entendre sur le prix du pétrole avec assez de bonne foi et de bonne volonté.

Voici un passage du discours du trône:

Dans l'Ouest, bon nombre de Canadiens estiment que l'on ne tient pas compte de leurs problèmes, que l'on n'écoute pas leurs appels, et que l'on n'apprécie par à sa juste valeur leur apport au pays.

Il y a du vrai là-dedans et le gouvernement peut faire quelque chose à ce sujet. Mais ce n'est pas l'impression qu'il donne dans le discours du trône.

Examinons maintenant ce que je considère comme le deuxième grand volet, que je résume par l'expression «problèmes financiers». Prenons les taux d'intérêt. On dit qu'ils sont «inacceptables», ce qui est assez fort comme expression. Eh bien, inacceptables ou pas, il n'y a pas un mot sur ce que le gouvernement entend faire pour abaisser les taux ordinaires. Inacceptables ou pas, si le gouvernement estime qu'il n'est pas en mesure de les rabaisser, il serait honnête de le dire. Pourtant le discours du trône est muet à ce sujet.

Donc si les taux d'intérêt sont inacceptables, il est raisonnable de compter sur des solutions pratiques pour alléger leur fardeau. Qu'y a-t-il à cet égard? Une certaine aide—il faut le reconnaître—pour les charges d'intérêt sur renouvellement d'hypothèque de maisons individuelles, quand elles risquent d'être saisies. Enfin, je ne suis pas contre cela, mais il est évident que cela ne dépannera pas beaucoup de monde. La réponse donnée tantôt à une question permet de penser qu'il y aura peut-être autre chose. Eh bien, qu'on se dépêche—le plus tôt sera le mieux.

Les agriculteurs et les petits hommes d'affaires seront heureux d'apprendre que le gouvernement est «conscient de leurs